

Le secrétaire d'État canadien, M. MacGuigan, criait même au triomphe, le dimanche soir à Venise, laissant entendre que le Canada et M. Trudeau avaient joué un rôle déterminant dans ces discussions. En fait, dès le lendemain, M. Trudeau lui-même, quelque peu gêné, devra nuancer les propos de son jeune ministre. M. Trudeau savait bien qu'il n'échapperait à aucun observateur du Sommet de Venise que le seul homme capable de jouer un rôle de médiateur entre l'Europe et les États-Unis, c'est le chancelier allemand, Helmut Schmidt.

MM. Trudeau et Schmidt se sont d'ailleurs longuement rencontrés avant l'ouverture du Sommet mais bien peu de choses ont filtré de ces conversations. On sait seulement que la visite du chancelier à Moscou fut au centre des conversations entre les deux hommes. M. Trudeau avait ouvertement critiqué le voyage du président français à Varsovie. Il a été impossible de faire confirmer si, comme probable, le premier ministre canadien a mis en garde son homologue allemand contre une reprise trop hâtive du dialogue avec les Soviétiques.

M. Trudeau ne semble pas dans le clan des optimistes depuis l'invasion de l'Union soviétique en Afghanistan, et surtout depuis l'échec des Occidentaux à offrir une réplique cohérente à cette agression. Quelques jours après le Sommet de Venise, alors qu'il poursuivait son voyage en Scandinavie, M. Trudeau a même volontairement laissé planer un doute sur les chances de succès de la conférence de Madrid sur la sécurité et la coopération en Europe. Si les Soviétiques s'enlisent davantage en Afghanistan et accroissent leurs troupes en territoire afghan, a prédit M. Trudeau, «alors la détente se portera fort mal».

«L'invasion de l'Afghanistan est une offense très grave à l'esprit d'Helsinki et on ne peut faire semblant de l'ignorer,» a encore poursuivi M. Trudeau qui semble déchiré entre deux positions extrêmes. Il envisage la ligne dure et la rupture de tout dialogue avec les Soviétiques tant qu'ils n'auront pas modifié leur stratégie en Afghanistan: «tout dépend des Soviétiques», répète-t-il souvent. Mais aussitôt, le premier ministre canadien ajoute, sur le ton de la confiance, qu'il «préfère le dialogue à l'étanchéité entre les deux blocs».

Il semble probable que, comme pour le boycott des Jeux Olympiques, si les États-Unis montrent l'exemple de l'abstention à Madrid, le Canada suivra. Mais, mal à l'aise avec une telle décision, le premier ministre laissera, une autre fois, son secrétaire d'État aux Affaires extérieures annoncer lui-même cette décision aux Communes et justifier la décision du gouvernement devant l'opinion publique.

Économie

Les questions économiques à l'ordre du jour semblent aussi avoir échappé au contrôle des chefs d'État et de gouvernement participant au Sommet de Venise. Les fonctionnaires et les ministres avaient préparé un communiqué extrêmement ambitieux, dans lequel semble-t-il on voulait préparer l'opinion publique mondiale à une récession «synchronisée». On allait, comme en 1978 à Bonn, quantifier franchement la mauvaise nouvelle: augmentation de 15 p.cent du nombre de chômeurs, inflation dans les deux chiffres et croissance zéro en 1980-1981.